

# **PARTI OUVRIER**

## INDÉPENDANT DÉMOCRATIQUE

**POUR LE SOCIALISME,  
LA RÉPUBLIQUE ET LA DÉMOCRATIE  
POUR L'INTERNATIONALE  
OUVRIÈRE**



**Dominique MAILLOT**

*Madame, Monsieur,*

*Syndicaliste, je me consacre à la défense des droits ouvriers depuis 1978.*

*J'ai vu la situation se dégrader, de plus en plus vite depuis le traité de Maastricht en 1992.*

*En application des directives européennes cela fait 30 ans que des lois de « flexibilité » transfèrent les richesses du travail dans les poches du capital, facilitent les licenciements et délocalisations.*

*Mais, avec la loi Travail, un saut historique est franchi dans la démolition d'un siècle de droits ouvriers.*

Celle-ci restaure la concurrence des salariés d'une usine à l'autre avec la primauté de l'accord d'entreprise sur la loi, et au sein d'une même entreprise avec le référendum.

Elle permet d'augmenter le temps de travail sans augmenter le salaire, généralise le surtravail non payé.

**C'est le retour au 19e siècle : le « règlement d'atelier ».**

Avec l'Uberisation du travail, la multiplication des « petits boulots » au statut d'«auto-entrepreneurs », c'est la précarité généralisée. **C'est le retour du « travail à la tâche ».**

C'est la destruction programmée des confédérations syndicales au profit du syndicat d'entreprise.

Le programme de Macron, et tous ses soutiens de « droite » ou de « gauche », dessine une autre société : celle du totalitarisme, de la dictature du capital financier, de la misère et la guerre.

Alors n'y a-t-il pas urgence à forger immédiatement le bloc uni des travailleurs et de la jeunesse ?

### **A bas la Ve République ! Non aux ordonnances ! Abrogation de la loi Travail !**

La loi Travail est passée sans vote à l'Assemblée Nationale en 2016 ! Grâce au 49-3 ! Alors qu'attendre d'élections de députés sans pouvoir, se soumettant au 49-3 et à l'Etat d'urgence ? Rien !

L'élection présidentielle démontre le désastre auquel conduit la survie de la Vème République moribonde.

Macron veut aggraver, à marche forcée, la loi Travail. Il prétend détruire la sécurité sociale et nos régimes de retraite de fond en comble pour répondre aux ordres de l'Union Européenne et du capital financier.

Et pourtant il n'a aucune légitimité ! Il est le représentant de la minorité capitaliste qui détruit le pays !

### **Il est urgent de rendre la parole au peuple par une Assemblée constituante souveraine de délégués élus et révocables, rompant avec l'Union Européenne**

*Cela passera par la mobilisation de millions prenant leurs affaires en main. Ni les travailleurs, ni la jeunesse ne se laisseront détruire. De grands combats sont devant nous.*

### **Pour cela, il est nécessaire de construire ensemble un authentique Parti Ouvrier.**

*C'est le sens de ma candidature. Chaque vote sera l'affirmation consciente de cette exigence.*



Depuis le traité de Maastricht, la « politique de santé » n'a qu'un seul objectif : réduire les dépenses alors que les progrès médicaux et les besoins urgents de la population exigeraient de les augmenter massivement !

N'oublions jamais ce que représente la Sécurité Sociale. N'oublions jamais ce que disait cette infirmière à la fin de la guerre : « *Avant la Sécurité Sociale, dans les familles ouvrières, quand il y avait la maladie, en plus du malheur il y avait la misère* ».

### **Béatrice Jaffrenou**

Savez-vous que, pour répondre aux exigences du gouvernement, notre hôpital devrait encore rendre 700.000 euros sur un budget déjà insuffisant ? Cela vous paraît incroyable ? Ça l'est.

La mise à mort programmée du centre hospitalier V.Jousselin remet en cause l'accès aux soins d'un bassin de population de 150.000 personnes.

Macron veut livrer la santé aux assurances privées en supprimant les cotisations sociales.

Il faut l'en empêcher ! Et pour cela unir les forces des travailleurs et des organisations.

**L'argent coule à flots pour les capitalistes et la guerre !**

**444 milliards** d'exonérations versées aux capitalistes en 25 ans ! Mais les jeunes ne trouvent plus de travail et le chômage explose !

**24 milliards** de budget de guerre sur ordre de l'OTAN ! Envoi d'un porte-hélicoptère pour rejoindre l'armada de guerre de Trump en mer de Chine !

**Comment tout cela va-t-il finir ? Il faut arrêter cette folie criminelle !**

Ce sont toujours les civils, les femmes et les enfants qui paient le prix de la guerre ! On ne libère pas les peuples en les bombardant ! Quelle est cette société où les malades ne peuvent plus se soigner ni trouver un médecin mais où l'argent part dans la spéculation et la guerre ?

**L'argent de la guerre doit aller à nos hôpitaux, à nos enfants, à nos écoles !**

**Depuis plus d'un an**, avec mes collègues hospitaliers, les syndicats et les médecins, nous nous mobilisons pour défendre l'hôpital, tous ses services, tous ses lits. Cette résistance, qui est celle de tous les hôpitaux, de tous les travailleurs, est seule porteuse d'espoir.

**Défendre notre hôpital, défendre la sécurité sociale, c'est le sens de ma candidature. Celle d'un Parti Ouvrier combattant pour chasser le régime de la Ve République et instaurer la démocratie et la paix.**

## **10 ans de mobilisation contre le projet de privatisation de la RN 154 et RN12**

### **Le projet de privatisation « A 154 » doit être retiré !**

Ainsi il serait « d'intérêt public » que le département soit coupé en deux par un barreau d'asphalte privé ? Que ceux qui travaillent payent pour circuler et que les paysans soient privés de la terre qui constitue leur outil de travail ? Au bénéfice de Vinci accaparant la RN-154, la RN12. Et des centaines d'hectares de terre agricole ? Les péages sont les nouvelles « *barrières d'octroi* » de la dictature du capital financier !

**Le combat uni contre la privatisation de la RN-154 démontre où est la majorité :**

- **celle des 18.000 signataires** exigeant le respect du bien public des routes.
- **celle des 374 délégués**, dans le cadre des mandats qui leur sont confiés, de syndicats ouvriers et agricoles, d'associations et d'élus signant publiquement un texte

exigeant le maintien du service public des routes. Cette exigence est celle de l'immense majorité

- **celle des communes** concernées par le tracé de l'autoroute : POUR : 16 / CONTRE : 15/ RÉSERVÉ : 12 communes... malgré les pires pressions sur les élus.

**Majorité pour la privatisation ? C'est un coup de force !**

Quant aux technostructures anti-démocratiques : aggloms, com-com, et « Région » ? Toutes partisans de la privatisation ! Pas surprenant de la part de ces déclinaisons territoriales de la dictature de l'Union Européenne ?

**La Ve République, c'est le « coup d'Etat permanent ». Il est urgent d'en finir avec ces institutions mortifères et d'ouvrir la voie – comme en 1789 – à une assemblée constituante souveraine qui rendra la parole au peuple.**